

Conseil des présidents de l'UNICE: message au sommet de Göteborg (15 et 16 juin 2001)

Le Conseil des présidents de l'UNICE, réuni le 8 juin 2001 à Stockholm, a défini les grandes priorités des entreprises pour le sommet de l'UE qui se tiendra mi-juin à Göteborg.

Réunis sur fond de perspectives économiques internationales en déclin, les chefs d'entreprises de l'Europe ont réaffirmé la nécessité d'améliorer la compétitivité européenne, tant en encourageant l'esprit d'entreprise qu'en menant à bien les réformes structurelles. À défaut de ces réformes, l'Union européenne ne sera pas en mesure de réaliser tout son potentiel de croissance économique. En outre, le vieillissement de la population exercera de fortes pressions, sur les fonds publics et sur la société dans son ensemble: les gouvernements ne peuvent se montrer satisfaits au regard des enjeux à venir, ils doivent maintenir une approche cohérente et durable des finances publiques. Le Conseil des présidents de l'UNICE appelle les États membres de l'Union à poursuivre la mise en œuvre du programme de Lisbonne et, par là, à mettre en place les conditions d'une compétitivité à long terme et d'une croissance économique accrue dans l'ensemble de l'Europe. Plus particulièrement, une action est vitale à Göteborg dans les domaines prioritaires suivants.

1. Les milieux d'affaires européens sont un ferme partisan de l'élargissement de l'Union européenne. Ils sont convaincus qu'un élargissement réussi apportera des avantages significatifs, aux pays candidats comme aux États membres, en termes de croissance économique et de stabilité politique. Ils s'inquiètent néanmoins de constater que cette analyse n'est pas partagée par de grandes parties de l'opinion publique dans les États membres et les pays candidats. Pour rencontrer efficacement les préoccupations exprimées, et ainsi renforcer l'appui à l'élargissement, le moment est venu pour les chefs de file politiques des pays concernés d'engager activement un débat public sur l'élargissement. Ils doivent faire preuve de résolution et d'initiative, pour faire avancer le processus avec réalisme, pragmatisme et vision d'avenir. Désormais, les États membres doivent s'attaquer aux questions complexes, mais vitales, destinées à assurer la compétitivité et la cohésion dans une Union élargie. Le Conseil européen de Göteborg devrait être un pas en avant significatif dans cette direction, en lançant des actions nouvelles qui maintiendront la dynamique du processus et limiteront autant que possible les effets négatifs des ajustements inévitables qu'implique l'élargissement. L'UNICE s'engage à poursuivre son action, de manière à soutenir activement le processus et à favoriser un élargissement harmonieux.

2. À Göteborg, le débat sur la stratégie européenne du développement durable devra être véritablement inspiré par le souci de promouvoir le progrès économique, social et environnemental de façon équilibrée, de manière à réaliser les plus grands progrès d'ensemble à long terme. Les innovations et les investissements des entreprises jouent un rôle majeur pour le progrès environnemental. Il est vital de créer un climat économique propice à ces initiatives. **Le sommet de Göteborg est crucial: les orientations et priorités qui y seront définies détermineront si l'équilibre capital entre les piliers économique, social et environnemental du développement durable est réellement atteint.**

L'UNICE appuie bon nombre de points de la communication de la Commission sur la future stratégie de l'UE en matière de développement durable, par exemple l'idée de soumettre les projets législatifs majeurs à une analyse de leurs coûts et avantages économiques, environnementaux et sociaux potentiels.

L'UNICE est d'avis que des instruments de marché bien conçus peuvent contribuer à promouvoir le développement durable. Cependant, les propositions de la Commission relatives à la fiscalité énergétique sont d'une efficacité environnementale médiocre et exerceraient un impact très négatif sur la compétitivité des entreprises européennes. L'UNICE insiste vivement pour que le sommet de Göteborg ne donne pas sa caution à ces propositions.

Le développement durable exige clairement une meilleure coordination des différentes politiques thématiques de l'Union. Toutefois, cette coordination ne doit pas alourdir excessivement la mise en œuvre des politiques arrêtées à Lisbonne.

Pour relever le défi, planétaire, du développement durable, la future politique de l'UE dans ce domaine doit être reliée à des négociations internationales visant un partage équilibré des tâches et obligations au niveau mondial. L'efficacité environnementale, par exemple en matière de changement climatique ou d'agents chimiques, est tributaire d'une action internationale concertée. Une action unilatérale de l'UE pourrait causer des dommages et compromettrait gravement, dans de nombreux domaines, le renforcement de la contribution très tangible que les entreprises européennes apportent au développement durable.

Les principaux objectifs et politiques proposés par la Commission devraient faire l'objet de discussions avec les acteurs concernés, ainsi que la Commission elle-même le recommande. Plus particulièrement, les objectifs envisagés pour le changement climatique doivent reposer sur des analyses très approfondies. L'UNICE appelle le sommet à ne pas préjuger des résultats de ces analyses et des consultations à organiser dans ce contexte.

3. Concernant la prochaine réunion ministérielle de l'OMC à Doha, l'UNICE tire le signal d'alarme. À cinq mois de la réunion, les conditions de son succès sont loin d'être réunies. Il est plus que temps que tous les défenseurs du système d'échanges multilatéral de l'OMC se mobilisent et œuvrent activement, résolument, vers un objectif partagé: l'amélioration et le renforcement d'un système qui a fait ses preuves, et auquel de nombreux pays veulent se joindre pour en retirer tous les avantages en termes de développement économique et d'emploi. Des progrès tangibles vers un accord autour d'un agenda de négociations doivent être réalisés le plus rapidement possible. Parmi les priorités de l'UNICE pour un nouveau cycle large, figurent: l'élaboration d'un cadre de référence pour les investissements internationaux; l'ouverture accrue des marchés de services; la simplification et l'harmonisation des procédures commerciales et douanières; la réduction des obstacles tarifaires et non tarifaires aux échanges. L'UNICE est déterminée à jouer son rôle dans le succès du nouveau cycle à l'OMC: elle appelle tous les acteurs concernés, gouvernementaux et non gouvernementaux, à s'engager positivement dans les travaux à réaliser. Le temps est compté.

De solides relations bilatérales entre les États-Unis et l'Union européenne demeurent hautement prioritaires. Les deux régions ont de nombreux intérêts communs, pour lesquels un dialogue et une coopération transatlantiques étroits et efficaces sont essentiels. En particulier, il est urgent de désamorcer les tensions dans le commerce transatlantique. Une convergence de vues sur les dossiers de l'OMC est également très importante dans la perspective du lancement du prochain cycle.

4. À sept mois seulement de l'introduction des pièces et billets en euro, les entreprises restent préoccupées par le manque de sensibilisation et de confiance du public concernant la monnaie unique. Elles appellent les États membres concernés à prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter la distribution et la circulation des pièces et billets, le plus tôt possible et sans heurts. Les plus petites des entreprises, dotées de moins de ressources, sont confrontées à des défis spécifiques liés aux enjeux techniques, logistiques et formatifs de l'euro. Pour la population dans son ensemble, il est clair que les principaux messages sur les avantages et implications de l'euro ne passent pas. Appel est lancé aux États membres de la zone euro pour qu'ils intensifient les campagnes d'information et de sensibilisation du public, de manière à réussir l'introduction de la monnaie fiduciaire.